

Débat d'ajournement

en mains au moyen de mesures concrètes visant à améliorer leur optique à l'égard du harcèlement personnel.

L'EMPLOI

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, le 22 mars dernier, j'ai posé deux questions à la Chambre, et je ne veux surtout pas être injuste ici. Je vais lire la première question que j'ai posée et je veux que vous soyez juge, monsieur le Président, car je sais que vous êtes juste.

J'ai dit ceci: «Il y a presque 50 000 chômeurs et chômeuses au Manitoba aujourd'hui, dont environ le quart sont des jeunes de 15 à 24 ans. Le taux de pauvreté du Manitoba est le plus élevé au pays et c'est celui qui grimpe le plus rapidement. Les plus pauvres parmi les pauvres sont les jeunes. Les Manitobains en ont assez de cette situation décourageante. Ils veulent qu'on agisse.» J'ai ensuite posé la question suivante: «Quelles mesures précises ce gouvernement a-t-il l'intention de prendre pour redonner du travail à tous ces gens?»

Pour être juste, je vais lire la réponse que j'ai reçue du ministre d'État chargé des Finances et de la Privatisation. Il a dit ceci:

Monsieur le Président, je n'aurais pas le temps d'énumérer ici toutes les mesures mises en oeuvre par ce gouvernement, mais je pourrais mentionner en premier lieu la somme de 3,8 milliards de dollars que nous dépensons en formation et en recyclage.

Le ministre n'a pas compris. Je lui ai demandé de me préciser les mesures que le gouvernement comptait prendre pour régler le problème de la pauvreté et du chômage chez les jeunes, et il me dit combien le gouvernement dépense. Je sais cela.

Ce que les conservateurs doivent se demander, c'est comment il se fait que, malgré ces dépenses de 3,8 milliards de dollars, 1,6 million de Canadiens sont sans emploi—et certains disent que c'est le double en réalité parce que beaucoup ont cessé de chercher—2,2 millions de Canadiens dépendront des banques d'alimentation pour se nourrir cette année et 2,7 millions de Canadiens recevront de l'aide sociale. Apparemment, il y aurait 300 000 emplois disponibles en ce moment, mais on ne parvient pas à trouver des gens compétents pour les occuper.

Étant donné toutes les sommes que le gouvernement dépense et étant donné tous les problèmes sociaux, il est évident que le gouvernement devrait faire quelque chose à ce sujet.

Voici ma deuxième question, et je vais citer pour être bien certain de n'induire personne en erreur.

[Français]

Le ministre nous dit que ses politiques vont régler la situation. C'est faux. Pourquoi y a-t-il tellement de chômage—25 p. 100 chez les jeunes au Manitoba—tellement de pauvreté au Manitoba—le plus haut taux de pauvreté chez les jeunes au Canada et malheureusement le plus haut taux de pauvreté parmi toute la population? Pourquoi y a-t-il tellement de gens qui se nourrissent aux banques alimentaires au Manitoba? Qu'est-ce que le gouvernement fera pour remettre les gens au travail?

[Traduction]

C'est la réponse que j'ai obtenue. Le ministre d'État chargé des Finances et de la Privatisation dit que je minimise l'importance de la formation et du recyclage. Il n'a pas répondu à ma question. Bien sûr, monsieur le Président, vous savez pourquoi je suis ici ce soir.

Les délibérations sur la motion d'ajournement sont prévues exactement pour cela. Lorsque nous posons une question à un ministre et qu'il ne donne pas de réponse satisfaisante, nous pouvons profiter des délibérations sur la motion d'ajournement pour tenter d'obtenir une meilleure réponse ou des précisions.

[Français]

C'est ce que je veux ce soir, des réponses à mes questions. Qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire pour remettre ces jeunes au travail, pour diminuer le taux de pauvreté au Manitoba? Est-ce qu'il est prêt à agir avec des politiques spécifiques? Je ne veux pas de statistiques. Les statistiques ne soignent pas les gens, ne soignent pas les Manitobains, pas plus que tous les autres Canadiens.

[Traduction]

Je veux tout simplement savoir si le gouvernement est prêt à faire quelque chose de précis pour les Manitobains? Oui ou non? Si oui, je voudrais savoir quoi. C'est tout.

M. Bill Domm (secrétaire parlementaire du ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je réponds aux questions de l'opposition officielle lorsqu'elle me demande des précisions. Je n'ai pas vu grande précision dans ses promesses électorales jusqu'à maintenant.

Je dirais que ce gouvernement a toujours fait de la formation professionnelle l'une de ses plus grandes priorités. Il est prêt à aider chaque Canadien à acquérir les qualifications nécessaires pour faire partie de la main-d'oeuvre active maintenant et à l'avenir.

Je sais, monsieur le Président, que l'opposition officielle n'aime pas qu'on lui cite des chiffres, mais on ne peut